

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 ORLÉANS

ORLÉANS, le 14/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SCEA FERMIERE DE VILLIERS

75 rue de courcelles
75008 Paris

Références : n°311/2023
Code AIOT : 0010014618

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2023 dans l'établissement SCEA FERMIERE DE VILLIERS implanté Domaine de Villiers 45160 Ardon. L'inspection a été annoncée le 19/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle annuel et pour vérifier le respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 15 mars 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA FERMIERE DE VILLIERS
- Domaine de Villiers 45160 Ardon
- Code AIOT : 0010014618
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCEA Fermière de Villiers est une société qui gère le domaine et le château de Villiers implantés sur la commune de Ardon.

Depuis plusieurs années, le propriétaire récupérait des sables rouges sur la propriété afin d'assurer l'entretien des chemins du domaine. Cette activité étant assimilable à une exploitation de carrière,

une mise en demeure a été adressée à l'exploitant pour régulariser cette situation, soit en déposant une demande d'autorisation, soit en cessant l'activité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- remblaiement de la carrière
- registre de suivi des entrées d'inertes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Comblement du vide de fouille	AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1er	/	Sans objet
2	Registre de suivi des apports extérieurs	AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a cessé d'extraire des matériaux et a procédé au remblaiement par des terres de la zone extraite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Comblement du vide de fouille

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Remblaiement de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La remise en état doit être effective dans les 12 mois en remblayant le vide de fouille avec des matériaux inertes jusqu'au niveau du terrain naturel.
Constats : La prescription est respectée.
Observations : Sur le site, l'inspection constate que l'ensemble du vide de fouille a fait l'objet d'un comblement. Les matériaux inertes qui sont visibles ne présentent pas de déchets non inertes et sont constitués de terres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre de suivi des apports extérieurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi des apports extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un registre chronologique est également renseigné répertoriant les apports de matériaux pour remblayer la carrière, dans les formes prévues à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 [...]
Constats : La prescription est respectée.
Observations : Par courrier du 28 mars 2022 l'exploitant a transmis à la préfecture du Loiret un dossier regroupant l'ensemble des bons de suivi des apports de matériaux inertes. Sur ce document il est constaté que 11 032 m ³ de matériaux inertes ont été apportés entre le 22 février 2021 et le 13 mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet